



**MINISTÈRE
DE LA JUSTICE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction de
l'administration pénitentiaire**
Direction Interrégionale des Services Pénitentiaires de Toulouse

**CAHIER DES CLAUSES TECHNIQUES PARTICULIÈRES
(C.C.T.P)**

**MARCHE DE FOURNITURE, INSTALLATION ET MAINTENANCE
DE CASIER SECURISES AVEC BIOMETRIE PAKMAIRE POUR LE
STOCKAGE ET LE SUIVI DES ARMES EN ETABLISSEMENTS
PENITENTIAIRES DE LA DISP DE TOULOUSE**

*Marché passé selon la procédure de passation d'appel d'offres
ouvert*

NUMERO DE MARCHE

2025 005 210 254 00

**DISP Toulouse
2 Boulevard Armand-Duportal CS81501
31015 Toulouse Cedex 6**

Unité des achats et des marchés publics

SOMMAIRE

<u>ARTICLE PREMIER : OBJET DE LA CONSULTATION - DISPOSITIONS GENERALES</u>	<u>3</u>
<i>1.1 OBJET DU MARCHE</i>	<i>3</i>
<i>1.2 DUREE DU MARCHE</i>	<i>4</i>
<u>ARTICLE 2 : DESCRIPTION TECHNIQUE DES FOURNITURES</u>	<u>4</u>
<i>2.1 L'ARMOIRE DE CASIERS SECURISES</i>	<i>5</i>
<i>2.2 LE LOGICIEL INFORMATIQUE</i>	<i>6</i>
<u>ARTICLE 3 : CARACTERISTIQUES GENERALES DES PRESTATIONS ATTENDUES</u>	<u>6</u>
<i>3.1 OBLIGATIONS DU TITULAIRE</i>	<i>6</i>
<i>3.1.1 OBLIGATION DE CONSEIL</i>	<i>6</i>
<i>3.1.2 OBLIGATION D'INFORMATION</i>	<i>6</i>
<i>3.1.3 OBLIGATION DE MOYENS</i>	<i>6</i>
<i>3.1.4 OBLIGATION DE RESULTAT</i>	<i>7</i>
<i>3.2 L'ARMOIRE DE CASIERS SECURISES</i>	<i>7</i>
<i>3.3 LE LOGICIEL INFORMATIQUE</i>	<i>7</i>
<i>3.4 FOURNITURE ET INSTALLATION DES EQUIPEMENTS</i>	<i>7</i>
<i>3.5 CONTROLES ET ESSAIS DES APPAREILS</i>	<i>8</i>
<i>3.6 GARANTIE</i>	<i>8</i>
<i>3.7 PRESTATIONS DE MAINTENANCE</i>	<i>9</i>
<i>3.7.1 MAINTENANCE PREVENTIVE POST GARANTIE</i>	<i>9</i>
<i>3.7.2 MAINTENANCE EVOLUTIVE</i>	<i>10</i>
<i>3.7.3 MAINTENANCE CURATIVE</i>	<i>10</i>
<u>ARTICLE 4 : MEMOIRE TECHNIQUE</u>	<u>10</u>
<u>ARTICLE 5 : RESPECT DE L'ENVIRONNEMENT ET DEVELOPPEMENT DURABLE</u>	<u>11</u>

Article premier : Objet de la consultation – Dispositions générales

1.1 Objet du marché

Le présent marché a pour objet la fourniture, la livraison et la maintenance de casiers sécurisés avec biométrie pour le stockage et le suivi des armes des établissements pénitentiaires de la DISP de TOULOUSE.

Les sites pénitentiaires susceptibles d'être concernés par ce marché sont les 16 établissements pénitentiaires gérés par la DISP de Toulouse ainsi que les 4 Pôles de Rattachement pour l'Extraction Judiciaire (PREJ) et la Base cynotechnique.

Les lieux d'exécution des prestations sont les départements de l'Ariège (09), l'Aude (11), de l'Aveyron (12), du Gard (30), de la Haute-Garonne (31), de l'Hérault (34), des Hautes-Pyrénées (65), de la Lozère (48), des Pyrénées Orientales (66), du Tarn (81) et du Tarn-et-Garonne (82).

Les premières commandes concerneront les établissements suivants :

- **Maison d'arrêt de Carcassonne**
3 Avenue Général-Leclerc, 11890, Carcassonne Cedex
- **Centre de détention de Muret**
Route de Seysses, 31605, Muret Cedex

1.2 Durée du marché

Ce marché est conclu pour une période ferme de 1 an, renouvelable trois fois par reconduction tacite pour une année supplémentaire. Le titulaire ne peut pas refuser la reconduction du marché. Si l'acheteur ne désire pas reconduire, il se prononce par écrit au moins trois mois avant la fin de la durée de validité du contrat.

La durée totale du marché ne pourra excéder quatre ans.

La durée d'exécution des bons de commande ne peut excéder de plus de trois mois le terme contractuel du marché.

Les dates d'installations diffèrent selon les sites concernés.

Article 2 : Description technique des fournitures

Les armoires doivent être métalliques, avec support sur pieds, et pouvoir stocker les différentes armes (de poing et d'épaule) et matériels de défense attribués aux personnels pénitentiaires exerçant des missions de sécurité dans les établissements pénitentiaires de la DISP de TOULOUSE.

Pour des raisons évidentes de sécurité, les fiches techniques de l'armement utilisé au sein des structures pénitentiaires de la DISP de TOULOUSE ne peuvent être divulguées.

Seules les dimensions mini/maxi des armes de poing et d'épaule sont communiquées ci-dessous aux prestataires :

	Armes de poing	Armes d'épaules	Autre équipement
Dimensions	Longueur : de 17 à 19 cm Largeur : de 3 à 4 cm Hauteur : de 13 à 15 cm	Longueur : de 55 à 105 cm	Longueur de 30 à 60 cm
Poids	De 600 à 800 g	De 2.7 à 4 kg	De 1.5 à 2 kg

Du matériel de défense et de sécurité pourra le cas échéant, être également entreposé dans chaque casier, tel que :

- aérosol de défense 63 ml
- bâton de protection télescopique (BPT)
- pistolet à impulsion électrique (PIE)

(Liste non exhaustive et modulable selon les matériels de sécurité retenus au titre des marchés nationaux de sécurité en cours et à venir).

2.1 L'armoire de casiers sécurisés

Le matériel doit être sécurisé conformément aux normes en vigueur et comporter :

- Système de protection contre effraction (alarme...)
- Système de secours prévu en cas de panne de courant pendant minimum une heure
- Ouverture par compartiment (et non l'intégralité des coffres) : les agents ne pourront percevoir que l'arme qui leur a été attribuée et ne pourront la stocker que dans le compartiment assigné à l'arme. En cas d'attribution au même agent de plusieurs armes, il y aura autant de casiers qu'il y a d'armes, et, en tout état de cause, il ne pourra percevoir qu'une seule arme.
- Système d'identification biométrique, reconnaissance palmaire, couplé à un mot de passe (différent pour chaque agent)
- Système d'ouverture rapide en cas d'urgence
- Système d'alarme et d'alerte en cas d'effraction
- Système d'alerte en cas de non-retour d'armes avec traçabilité sur ordinateur.

Le coffre de protection doit permettre un contrôle instantané, de l'extérieur, de la présence ou de l'absence d'une arme de son casier. Ce contrôle doit se faire sans ouverture des casiers, de manière rapide et visuelle.

Le coffre de protection doit disposer d'un système d'ouverture mécanique sécurisé en cas de panne complète du système de gestion.

Chaque compartiment du coffre doit pouvoir identifier son contenu grâce à la puce d'identification (RFID) fournie pour chaque arme. Le prestataire doit ainsi fournir les puces d'identification compatibles avec chacune des armes listées précédemment. Pour chaque commande, le nombre de puces doit correspondre au nombre d'armes qu'il convient d'équiper, auquel s'ajoute 10% de la totalité de la commande. Il est précisé que ces 10% feront office de

stock tampon et permettront de remplacer une ou plusieurs puces si cela s'avère nécessaire. Ce stock tampon ne saurait faire l'objet d'une facturation supplémentaire, à ce titre il est gratuit.

Concrètement, en cas de commande pour équiper 8 armes, il y aura les 8 puces de base + les 10% (0.8) arrondi à l'unité directement supérieure, dans ce cas 1, il y aura donc 9 puces à fournir pour cette commande.

Ces puces permettent en outre de superviser le mouvement des armes, de gérer les droits d'accès dans le cadre de la solution logicielle fournie.

2.2 Le logiciel informatique

Le prestataire fournit l'ordinateur sur lequel devra être installé le logiciel.

Cet ordinateur ne sera relié à aucun réseau informatique extérieur, la télémaintenance y sera donc impossible.

Le prestataire s'engage à fournir le logiciel et mettre à disposition les licences et autres droits d'accès nécessaires au bon fonctionnement des casiers sécurisés.

Le logiciel sera installé et paramétré par le prestataire sur l'ordinateur fourni, il sera fait en sorte que l'administration pénitentiaire puisse elle-même gérer ses droits d'utilisation et la création des utilisateurs.

Le logiciel sera fourni avec son moteur de base de données, installé puis paramétré.

Article 3 : Caractéristiques générales des prestations attendues

3.1 Obligations du titulaire

Le titulaire s'engage à fournir une assistance téléphonique gratuite (hotline) sur toute la durée du marché, à minima du lundi au vendredi et de 8h à 18h, toutes les semaines de l'année. Cette obligation vient s'ajouter à celles énumérées ci-après.

3.1.1 Obligation de conseil

Le titulaire a un devoir de conseil (ou d'alerte) s'il se rend compte, lors de ses interventions, d'un dysfonctionnement potentiel, de conditions de vétusté sur les installations.

Ce devoir de conseil est formel et fondé sur la production d'un rapport qui décrit les risques et menaces et propose des actions pour les réduire.

3.1.2 Obligation d'information

Le titulaire est tenu de signaler à l'acheteur tous les éléments qui lui paraissent de nature à compromettre la bonne exécution de la prestation.

3.1.3 Obligation de moyens

Le titulaire est soumis à une obligation de moyens relativement aux maintenances préventive post garantie, évolutive et curative.

Il est tenu de mettre en œuvre, dans les délais arrêtés au présent contrat, tous les moyens nécessaires à la bonne exécution de celles-ci.

3.1.4 Obligation de résultat

Le titulaire est soumis à une obligation de résultats relativement qui vient s'ajouter à l'obligation de moyens.

Il lui appartient de mettre en place, dans les délais arrêtés au présent contrat, les actions palliatives suffisantes afin de mettre un terme au désordre, même provisoirement, et d'assurer à minima un mode de fonctionnement dégradé.

La constatation et le diagnostic de la panne ou du dysfonctionnement ne sont pas considérés comme des résultats suffisants.

3.2 L'armoire de casiers sécurisés

Le matériel fourni devra répondre à l'ensemble de ces critères (liste non exhaustive) :

- Métallique avec support sur pieds
- Equipés de serrure électronique ET mécanique
- Accès par biométrie et code grâce à la fourniture d'un kit de lecteur biométrique de reconnaissance de la main
- Equipés d'un voyant lumineux indiquant la présence de l'arme
- Alimentés par câble branché sur courant principal
- Equipé d'un espace pour stocker le reste de l'équipement en dehors des armes
- Equipé d'un pupitre de commande à écran tactile (**interface compatible Microsoft Windows uniquement**)
- Conçu pour être utilisé et installé dans un milieu ambiant sec
- Effet SAS avec la porte de l'armurerie avec contrôle d'accès par reconnaissance de la main, équipement pour porte armurerie (bouton poussoir).

Il est précisé que le pouvoir adjudicateur autorise la présentation de variantes au moins équivalentes.

3.3 Le logiciel informatique

Le logiciel doit permettre notamment :

- La gestion des armes
- La gestion des casiers et de leur contenu
- La gestion des utilisateurs et droits d'accès suivant des plannings et des plages horaires
- D'interdire l'accès à son arme à un agent en congés ou soumis à une mesure administrative de désarmement.
- Le suivi des mouvements d'armes : entrées et sorties quotidiennes

- La création d'un journal d'enregistrement des mouvements d'armes et d'exploitation qui sera conservé 90 jours sur le serveur et exploitable au format tableur depuis un poste informatique.
- L'extraction de l'historique hebdomadaire d'ouverture des casiers
- L'extraction de l'historique quotidien des anomalies rencontrées
- La protection des données
- La sauvegarde des données (base de données et/ou configuration) à tout moment par l'Administration

3.4 Fourniture et installation des équipements

Au titre de la fourniture et de l'installation des matériels, le titulaire doit satisfaire aux obligations suivantes :

- Procéder au préalable, obligatoirement, à une visite des locaux où sera installé le matériel pour prévoir le câblage et la connectique.
- Assurer l'acheminement des puces RFID exclusivement à l'adresse du site concerné.
- Assurer l'acheminement des armoires de casiers à l'intérieur de l'enceinte de chaque établissement jusqu'au local dédié.
- Protéger les matériels livrés, par le biais d'emballages, cartons ou films plastiques jusqu'à la mise en service
- Assurer la pose, la mise en service et la formation à l'utilisation des équipements
- Fournir toute la documentation nécessaire à l'installation, à l'utilisation, au fonctionnement et à la maintenance de 1^{er} niveau des appareils en langue française
- Évacuer les emballages et assurer le nettoyage de la zone de travail.

3.5 Contrôles et Essais des appareils

Le titulaire doit réaliser la mise au point et le réglage des équipements ainsi que les essais de fonctionnement des équipements installés. A ce titre, chaque appareil sera testé et essayé afin de s'assurer de son bon fonctionnement.

3.6 Garantie

Outre la garantie légale de conformité définie par les articles L.211-1 à L.211-4 du code de la consommation et la garantie légale contre les vices cachés définie par les articles 1641 à 1649 du code civil, **le prestataire s'engage sur une garantie contractuelle totale.**

Ainsi, par dérogation à l'article 33 du CCAG-F.C.S., l'ensemble du matériel fourni (casiers et accessoires) est garanti à compter de la mise en fonctionnement efficient du matériel.

- **2 ans à compter de la date d'admission des matériels, pièces main d'œuvre comprises.** A ce titre, le titulaire s'oblige à remettre en état ou à remplacer à ses frais la partie reconnue défectueuse ;

- Sous réserve des exigences relatives à la mise en place d'une assistance technique dédiée telle que définie ci-après, cette garantie couvre les frais de déplacement des personnes, de conditionnement, d'emballage et de transport de matériel, qu'il soit procédé à ces opérations au lieu d'utilisation de la prestation ou dans les locaux du titulaire.

Les obligations imposées au titulaire au titre de la garantie contractuelle sont les suivantes :

- Une visite de maintenance annuelle à minima pour chaque appareil ;
- Une assistance technique : l'administration doit pouvoir joindre un interlocuteur désigné pour signaler tout dysfonctionnement éventuel et ce, à minima, du lundi au vendredi de 8 heures à 18 heures, toutes les semaines de l'année ;
- Toute intervention doit avoir lieu dans un délai de 24 heures après signalement de la panne ou du dysfonctionnement. À défaut les pénalités prévues dans le cadre du CCAP s'appliqueront.

Le délai de réparation est fixé à 72 heures (jours calendaires) à compter du signalement de la panne ou du dysfonctionnement. Si la remise en service ne peut être effective dans le délai précité, le titulaire sera tenu de fournir un matériel de remplacement. À défaut, les pénalités prévues dans le cadre du CCAP s'appliqueront.

Sont exclues les interventions de remise en état résultant :

- D'une négligence du fait du client ou d'une tierce personne ;
- D'une utilisation anormale ou contraire aux spécifications d'utilisation des produits ;
- Des dégâts survenus après un incendie, orage ou foudre, dégâts par des inondations ou usage des protections incendie ;
- Les interventions injustifiées, comme appareil non connecté ou non alimenté, appareil en état de fonctionner, mais mal manipulé ;
- Des éléments externes à l'installation (électricité, ...) ;
- De vandalisme.

Ces interventions feront l'objet d'une facturation complémentaire dans les mêmes termes et conditions que la maintenance curative.

3.7 Prestations de maintenance

Il revient au soumissionnaire de présenter, dans son offre, via le bordereau des prix unitaires, les prix pratiqués au titre des trois types de maintenance exigés. Il indiquera de façon séparée, les coûts forfaitaires applicables sur des dépannages au coup par coup, régis sur bon de commande, et le coût d'un contrat de maintenance, auquel chaque structure pénitentiaire pourra, si elle le souhaite, souscrire.

3.7.1 Maintenance préventive post garantie

Elles consistent en une inspection complète **annuelle** de l'équipement, le contrôle de son bon fonctionnement, et à défaut sa remise en ordre de marche avec les recommandations susceptibles d'améliorer le fonctionnement et la fiabilité de celui-ci.

La maintenance préventive post garantie comprend notamment :

- La vérification des paramètres de sauvegarde de l'existant
- La vérification des connexions électriques et mécaniques

- La vérification et le nettoyage du matériel mécanique, automates et électronique (module de base et éventuelles extensions)
- La préconisation de conseils d'utilisation et de maintenance
- Un contrôle annuel post garantie
- Un carnet de maintenance (systématiquement signé par les deux parties)
- Un rapport détaillé du technicien après sa visite annuelle.

À l'extinction de la durée de garantie du matériel, **les prestations de maintenance et de remise en état inférieures à 300€ hors taxes sont réputées comprises au titre de la maintenance post garantie ; toute prestation supérieure à ce montant fera l'objet d'un bon de commande spécifique associé à de la maintenance curative.**

3.7.2 Maintenance évolutive

La maintenance évolutive comprend notamment :

- La mise à jour, la vérification et l'ajustement des performances du logiciel
- La fourniture et l'installation des patchs correctifs de toute anomalie logiciel détectée ou qui aurait pu être détectée
- Un guide d'utilisation du logiciel/bilan technique
- La livraison d'une nouvelle version du logiciel le cas échéant

3.7.3 Maintenance curative

Les prestations curatives prendront effet à compter de l'extinction de la garantie, sauf exclusions mentionnées à l'article 3.6 du présent CCTP.

Dans le cadre de la maintenance curative (contractuelle ou non), le fournisseur s'engage notamment à :

- Intervenir en cas de panne bloquante sur demande, par mail de l'administration, dans un délai de 24 heures suivant celle-ci.
- Réparer le système et/ou le matériel dans les 72h suivant l'intervention.

Il est précisé que le prestataire a une obligation de moyens et de résultats dans le cadre de la maintenance curative. La constatation et le diagnostic de la panne ne sont pas considérés comme des résultats suffisants.

Dans le cas où l'intervention sur site s'avère nécessaire, cette dernière n'aura lieu qu'après concertation entre le fournisseur et un des interlocuteurs du pouvoir adjudicateur, à la suite de laquelle, ce dernier fera une demande d'intervention par mail.

La date d'envoi du courriel vaut date certaine de réception et fait courir le délai d'intervention.

Ces interventions supplémentaires demandées par le pouvoir adjudicateur ou les interventions de dépannage ou de travaux, seront facturées sur la base des frais de déplacement et de main d'œuvre tels qu'indiqués à l'annexe financière.

Article 4 : Mémoire technique

Le candidat devra présenter la fiabilité de sa prestation sous forme d'un mémoire technique.

Il est précisé que le mémoire technique devra répondre au plus près aux attentes du pouvoir adjudicateur ; pour se faire, le candidat peut reprendre les différents éléments du présent CCTP complété par les critères d'attribution.

Le mémoire technique doit indiquer les modalités d'exécution de la prestation et les moyens à mettre en œuvre.

Article 5 : Respect de l'environnement et développement durable

Le titulaire du marché veille dans l'exécution des prestations au respect de l'environnement et au développement durable.

Les équipements proposés devront répondre à des performances et des préoccupations environnementales objectivement mesurables en termes de consommation d'énergie.